



MISE A MORT SANS DELAI DU « DINOSAURE INEFFICACE »
OU COMMENT FAIRE DISPARAITRE LA MEMOIRE COLLECTIVE ET LES SAVOIRS FAIRE
DE LA P.J.J.

Montreuil, le 9 octobre 2009

Les activités de jour risquent bien de nous être imposées, formation obligatoire ou non.

L'administration abat ses cartes, elle suit rigoureusement un plan dont nous, professionnels de terrain, ne comptons pour rien:

- En imposant des formations **obligatoires** aux activités de jour, avant même que ces activités n'aient été soumises au C.T.P, avant même qu'elles aient une existence légale, en marchant allègrement sur le dialogue social, l'administration affiche son mépris: mépris pour les personnels, pour toute pensée émanant du terrain, mépris pour le droit et les organisations syndicales aussi. Cette formation est-elle une tentative de formatage pour nous faire oublier nos valeurs d'éducateurs? **Par cette obligation teste-t-on notre docilité?**

- En tout état de fait, une formation de deux jours pour nous formater aux activités de jour est une aberration. La révolution que représentent les activités de jour pour les éducateurs de milieu ouvert est telle que les deux jours imposés n'ont pas le moindre sens.

- 2 jours, c'est une offense faite aux éducateurs de l'insertion: leur savoir faire s'est construit à travers des histoires d'équipe, du talent, de l'investissement et de la réflexion, il n'est pas transmissible en deux jours.

L'administration est-elle atteinte d'une amnésie ? Sa stratégie comme elle l'organise également à l'école de Roubaix est simple : **formater un « nouvel éducateur »**, faire disparaître la mémoire collective (et effacer le savoir faire que nous avons peu à peu construits)

L'administration le sait, elle sait aussi la colère des éducateurs qui se verront convoqués en formation obligatoire.

Cette formation est une provocation, mais il nous semble essentiel de voir derrière ce rideau de fumée ce qui se trame.

L'administration règle en ce moment même **le sort de l'insertion** à la PJJ. Elle la démantèle en module, elle déplace ses personnels (professeurs techniques et éducateurs) en CAE pour faire le module 1. Elle fragmente les structures: nous assistons à la fin des U.E.A.J comme entités propres. Quand les C.A.E.I seront morcelés, rattachés à des foyers, à des STEMO(I), que restera-t-il de leur identité? Comment conservera t'on leur savoir faire?

L'éducateur d'avant, **ce dinosaure inefficace** exerçait selon l'administration, un travail de mauvaise qualité et y prenait trop de temps. La nouvelle injonction « **de qualité et sans délai** » résume à elle toute seule la teneur de la réforme globale qui de façon contradictoire met en place une dite formation obligatoire tout en supprimant de nombreux postes et structures.

L'administration prépare de même le milieu ouvert de demain. L'**animateur de milieu ouvert** aura fort à faire pour organiser ses activités, il faudra bien qu'il prenne moins de temps à penser : Quid du jeune, de sa situation familiale, de ses heurts et de ses blessures internes ? De fait, la nécessité de travailler avec nos collègues ASS et psychologues sera moins prégnante et la pluridisciplinarité s'éteindra de sa belle mort.

Les EPE seront le bras armé du nouveau code pénal des mineurs que notre ministre nous prépare. **Le placement-sanction** va se généraliser. Fin de notre mission de protection.

Alors ne jouons pas la politique de la chaise vide, portons notre détermination face à l'administration dans les instances qu'elle nous impose. Au formatage, nous opposerons la diversité de nos points de vue, notre expérience.

Nous militons pour une résistance d'opposition, de face à face, d'arguments.

Pour la CGT PJJ, le simple fait de boycotter est insuffisant. **Il faut une opposition visible, il faut une opposition bruyante, il faut une opposition par la présence:**

A La CGT PJJ, nous savons que la violence avec laquelle l'administration nous impose de nouvelles missions, ferme des structures, nie la qualité de notre travail actuel, se répercute avant tout sur les personnels.

IL EST INADMISSIBLE que l'administration continue sa marche forcée vers une pseudo modernité en maltraitant continuellement ses personnels.

- Nous réclamons une consultation réelle des terrains avant toute modification de nos modes de travail. Nous demandons que ce temps de réflexion soit accordé dans l'intérêt des personnels, dans l'intérêt du public et dans le souci d'une bonne administration.

Une administration ne peut atteindre ses objectifs en écrasant la piétaille.

Ne nous laissons pas contaminer par les virus ambiants (virus sécuritaire, virus "du-tout-occupationnel", virus de la dépression)

En formation porter des masques (et laver vous les mains)